

## Vers un fascisme démocratique ?

Nous étions jusqu'ici habitués à opposer, comme deux entités contradictoires, le totalitarisme et la démocratie. Les combats contre le nazisme, le stalinisme, les dictatures d'Amérique du Sud ou d'ailleurs, confortaient l'idée que la lutte pour les droits de l'homme s'identifie à la démocratie, que celle-ci est la condition nécessaire et suffisante de la disparition des pratiques totalitaires.

Or que voyons-nous aujourd'hui ? Israël, pays « démocratique », écrase les palestiniens avec des méthodes nazies. Jénine, ce n'est certes pas Auschwitz (heureusement !), mais c'est à coup sûr Guernica ou le ghetto de Varsovie. Les Etats-Unis de Bush, autre pays « démocratique », maintiennent en détention illimitée à Guentanamo des centaines de personnes sans les faire bénéficier d'aucun statut ni d'aucun droit légal – ni celui des prisonniers de guerre, ni celui des inculpés dans le cadre d'une procédure pénale. Dans l'Italie de Berlusconi – encore un pays « démocratique » - un homme contrôle à lui seul tous les media, publics et privés, comme aux plus beaux temps du régime mussolinien. Même en Angleterre, qui est peut-être la plus ancienne des démocraties modernes et le berceau de l'habeas corpus, un article récent du *Monde* nous apprend que « mille personnes sont mortes dans des commissariats, des prisons ou des institutions de santé mentale au cours des trente dernières années, lors d'interrogatoires, de gardes à vue ou de détentions » (*Le Monde* du 11 avril 2002).

La conjonction de ces faits ne saurait être fortuite. Qu'est-ce, au fond, que le fascisme ? Non pas l'oppression d'une majorité par une minorité. Après tout, Hitler est arrivé au pouvoir « démocratiquement », et il est probable qu'un referendum organisé en 1942 ou 1943 lui aurait encore donné la majorité des votants. C'est, bien plutôt, la capacité d'un ordre social fortement inégalitaire à se maintenir en contrôlant, voire en annihilant toute possibilité de transformation réelle.

Les régimes totalitaires d'autrefois y parvenaient par des moyens brutaux, sommaires, on pourrait presque dire rudimentaires ( parti unique, censure, camps de concentration et torture) qui contredisaient de manière visible, massive, ce que depuis deux siècles tout homme éclairé et raisonnable admet comme une évidence morale et politique : le respect des droits de l'homme.

Nous voyons aujourd'hui surgir des moyens beaucoup plus subtils et sophistiqués de maintenir ce que La Boétie appelait la servitude volontaire sans contrevenir apparemment à ces droits. A la propagande directe, naïvement politique, du nazisme et du stalinisme a succédé une forme d'action idéologique qui consiste au contraire à dépolitiser les gens en leur donnant comme préoccupations uniques, obsessionnelles, répétées en écho d'un media à l'autre, le choix de leur téléphone portable, de leur type de sexualité, de la vedette à placer en tête du hit-parade, du prochain expulsé du Loft. A la désignation de boucs-émissaires sur des critères ethniques ( les juifs) ou politiques ( les ennemis du peuple) violant trop évidemment les droits de l'homme, a succédé la stigmatisation d'autres, plus lointains ( Ben Laden, les pays de « l'axe du mal ») ou objets d'incriminations plus directement pénales ( les terroristes, les jeunes brûleurs de voitures ou casseurs de magasins) , donc plus difficiles à défendre. A la mise en place de dispositifs répressifs dont l'arbitraire et l'inhumanité sautent aux yeux des moins prévenus ( camps de concentration, torture) ont succédé des formes de contrôle social beaucoup plus discrètes ( réseau de surveillance « Echelon », écoutes téléphoniques, cameras videos) mais aussi, finalement, plus efficaces.

Tout cela, dans le respect des formes les plus apparentes de la démocratie : on continue à voter régulièrement, tous les partis, même les plus extrêmes, peuvent s'exprimer, les scrutins ne sont pas trafiqués ( sauf en Floride...).

Toutefois, ce qui se déroule en Palestine ou en Afghanistan, voire aux Etats-Unis même, nous laisse entrevoir ce qui se passerait si la contestation de l'ordre social s'amplifiait, si les exclus ou les défavorisés ne se contentaient plus du traitement « compassionnel » qui leur est réservé jusqu'ici : la force nue, brute, serait le dernier recours.

Le totalitarisme n'est donc plus cet autre extérieur, passé ( nazisme, stalinisme) ou exotique , presque caricatural, dont l'inhumanité même, finalement, nous rassurait sur la justesse morale de nos démocraties. Berlusconi, Bush, Sharon : ces trois dirigeants « démocratiques » ( en attendant d'autres ?) indiquent une tendance des démocraties modernes, fondées sur l'alliance indissociable du libéralisme politique et du libéralisme économique, à évoluer vers une forme de fascisme doux ( au sens où Tocqueville parlait du « despotisme doux » des nations démocratiques) , reposant sur des mécanismes sophistiqués de contrôle et de répression. Gênes, Guentanamo, Jénine : nous savons désormais ce qui attend ceux qui tentent de mettre du sable dans ces mécanismes de mieux en mieux huilés.

François GALICHET  
Professeur d'Université  
IUFM d'Alsace  
10, rue Dabo  
REICHSTETT  
Tél. : 03.88.83.95.48